



Construction européenne : nouvel espace, nouveau souffle

Dans le cadre de sa conférence d'assemblée générale du 6 juin dernier intitulée « *Europe et souveraineté : où est l'agriculture ?* », Agridées a invité Jean-Dominique Giuliani (1), président de la fondation Robert Schuman, à donner son point de vue sur l'évolution future de l'Europe et des politiques européennes. Retrouvez ici les moments forts de son interview réalisée par Marie-Cécile Damave, également accessible en replay sur www.agridees.com

Marie-Cécile Damave : Comment analysez-vous les impacts du contexte géopolitique actuel sur l'Europe ?

Jean-Dominique Giuliani : L'Europe a énormément bougé ces dernières années sans qu'on s'en aperçoive véritablement, au point que je n'hésite pas à dire que nous sommes dans la troisième vie de l'Union européenne (UE).

La première vie est celle des pères fondateurs. Cinq à sept ans après la seconde guerre mondiale, il fallait ramener la paix et reconstruire l'Europe. Le traité de Rome en 1957 a été un immense accélérateur de croissance. La deuxième vie est celle de l'achèvement du marché intérieur avec l'abolition des frontières, la création de l'euro. La troisième est complètement différente. L'UE s'est ouverte avec la crise sanitaire et surtout avec l'agression russe en Ukraine. On voit réapparaître des États continents (qui sont la signature de ce XXI^e siècle) qui deviennent des rivaux, des compétiteurs, voire des ennemis de l'Union européenne. L'UE qui s'était beaucoup occupée à abolir ses frontières est aujourd'hui interpellée par l'extérieur. C'est la compétition économique, la compétition géostratégique, voire la guerre.



Jean-Dominique Giuliani, président de la fondation Robert Schuman et Marie-Cécile Damave, responsable Innovations et affaires internationales d'AgriDées

On voit bien ce qui se passe en Chine, comme aux États-Unis. Des centaines de milliards de dollars sont déversés sur l'économie pour réussir la transition économique, scientifique et environnementale. On n'a jamais autant inventé que depuis dix ans. Alors face à ce défi des transitions, il faut se demander si nous avons la bonne politique économique et agricole en particulier, pour faire face à cette compétition renouvelée. Le deuxième grand défi de l'Europe est sécuritaire. On voit qu'après le Covid et avec l'irruption de la guerre sur le continent nous avons un problème de souveraineté au sens le plus large (souveraineté militaire, de nos frontières, de nos droits...). La mondialisation, avec la course à la compétitivité et à la baisse des coûts, a permis un développement mondial beaucoup mieux partagé. Mais elle a aussi eu comme effet des dépendances qui mettent en difficulté notre souveraineté.

M.-C. D. : Faut-il dès lors choisir ses dépendances pour retrouver une vraie souveraineté.

J.-D. G. : Jusque dans les années 2008-2010, les dépendances que nous





→ pouvions avoir les uns avec les autres, que ce soit en matière agricole, sanitaire, en matière de terres rares, d'approvisionnement, énergétique n'avaient pas beaucoup d'importance. On les avait à peu près identifiées, mais on ne pensait pas qu'elles puissent être remises en cause. Depuis la crise sanitaire, c'est une vraie réflexion suivie de politiques communes au niveau européen. Nos États qui cherchent à préserver leur souveraineté et leur indépendance n'y arrivent plus tous seuls, que ce soit l'Allemagne, la France ou d'autres. Nous avons perdu notre souveraineté en réduisant nos armées depuis la guerre, en acceptant qu'un iPhone soit fabriqué dans 14 endroits différents dans le monde. Peut-être l'agriculture y échappe-t-elle un peu.

Il faut retrouver notre souveraineté par des politiques qui rompent un peu avec les politiques européennes. Jusqu'à maintenant, nous avons déjà pris des exceptions, notamment à la politique de concurrence, pour essayer de recréer une nouvelle architecture où nous choisissons nos dépendances.

La question de la souveraineté alimentaire ou de la souveraineté agricole est absolument primordiale.

Depuis maintenant un an ou deux, nous avons exagéré en matière de normes et de contraintes. Nous mettons les normes avant la production. En matière agricole, industrielle ou numérique, il faut produire avant de réglementer. Et de surcroît, pour organiser ces mutations, avant de fixer des objectifs très ambitieux, il faut créer des incitations pour que tous les acteurs y participent.

M.-C. D. : L'Union européenne peut-elle encore accueillir de nouveaux États membres ?

J.-D. G. : L'Ukraine, la Moldavie veulent rejoindre l'Union européenne, car c'est leur peuple qui le souhaite.

La demande d'adhésion est un plébiscite de ce que nous avons fait en Europe, qui bien sûr est imparfait et inachevé. Mais pour avoir beaucoup parcouru les pays de l'Est, je peux vous dire qu'on y rêve de vivre à l'européenne.

La politique d'élargissement est peut-être le plus grand succès de l'Union européenne. Nous avons aidé à ramener la liberté et la démocratie à 350 millions de citoyens.

C'est aussi notre intérêt. Comment stabiliser nos environnements dont les frontières sont perméables ? Il en va de notre sécurité.

C'est aussi notre intérêt économique, puisque ce sont des consommateurs et des producteurs.

Enfin, avant de me pencher vers les difficultés qui existent si on veut vraiment que l'Europe soit puissante il n'y a pas mieux que l'adhésion de l'Ukraine pour avoir une puissance industrielle et une puissance agricole. Évidemment, ça pose des tas de problèmes.

Le modèle agricole ukrainien n'a rien à voir avec notre modèle agricole (comme les modèles de la société roumaine ou bulgare n'avaient strictement rien à voir avec l'Union européenne avant leur adhésion). Donc c'est un énorme problème de compétition, de remise en cause, voire de submersion de nos règles agricoles. Mais ce sont des problèmes techniques sur lesquels il faut être intransigeant car nous voulons protéger notre modèle.

L'Europe a déjà connu sept élargissements. Nous avons tous les moyens pour avoir les périodes de transition, les exemptions, les subventions, toutes les règles pour que nous arrivions à respecter l'identité agricole telle qu'elle est aujourd'hui au sein de l'Union européenne, tout en acceptant de nouveaux adhérents.

M.-C. D. : Et l'agriculture dans tout ça ?

J.-D. G. : Je pense que dans cette période de mutation et d'exigence environnementale, voire numérique, l'agriculture, notamment l'agriculture française, est plutôt bien placée pour défendre son identité. Je suis plutôt optimiste parce qu'on a besoin bien sûr d'assurer une souveraineté. Notre balance agricole est excédentaire.

C'est un gage d'efficacité, de qualité et de compétitivité.

Nous avons à mener certainement un grand combat dans les instances européennes pour convaincre que le modèle d'agriculture que nous défendons est celui qui correspond le mieux aux besoins de souveraineté et à l'identité européenne.

Nous avons vraisemblablement à convaincre qu'avant d'édicter des règles, il faut que nous garantissions la production. Donc que nous protégeons davantage le producteur. C'est vrai que l'Union européenne s'est développée pour protéger le consommateur et ça a plutôt fonctionné. La PAC a apporté l'autosuffisance alimentaire, qu'on le veuille ou non. Donc nous avons des atouts extraordinaires qui sont reconnus dans le monde entier, notamment la qualité de nos filières. Si en plus, nous y ajoutons l'exemplarité environnementale et la numérisation nous avons là des réserves de compétitivité qui sont formidables. ▶

La fondation Robert-Schuman

La fondation Robert-Schuman est un laboratoire d'idées (think tank) pro-européen créé en 1991. Elle est reconnue d'utilité publique en France par un décret du 18 février 1992. Elle a pour objectif d'œuvrer en faveur de la construction européenne.

Propos recueillis par Isabelle Delourme